

المملكة المغربية
ⵜⴰⴳⴷⴰⵢⵜ ⵏ ⵍⵎⴰⴳⴷⴰⵢⵔ
ROYAUME DU MAROC



المجلس الأعلى للتربية والتكوين والبحث العلمي
ⵎⴰⴳⴷⴰⵢⵔ ⵏ ⵉⴷⵓⴽⴰⵏ ⵏ ⵉⴼⴻⴷⴰⵏ ⵏ ⵉⴳⴷⴰⵢⵔ ⵏ ⵉⴳⴷⴰⵢⵔ
Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

**RELATIF A L'APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX
(SEANCE PUBLIQUE)
N°01/CSEFRS/2020**

**RELATIF
A**

**LA REALISATION TRAVAUX D'ENTRETIEN DES ESPACES VERTS INTERIEURS ET
EXTERIEURS DU SIEGE DU CONSEIL SUPERIEUR DE L'EDUCATION,
DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'ANNEXE**

– LOT UNIQUE –

En application des dispositions de l'article 1 du règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique, et des dispositions de l'article 7, de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16, du paragraphe 1 de l'article 17 et de l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du Décret N° 2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

**APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX
N°01/CSEFRS/2020**

Conclu par appel d'offres ouvert sur offres des prix en application des dispositions de l'article 1 du règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique, et des dispositions de l'article 7, de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16, du paragraphe 1 de l'article 17 et de l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du Décret N° 2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

ENTRE

Le **Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique**, représenté par son Président, désigné ci-après par « le Conseil » ou « le Maître d'Ouvrage ».

D'UNE PART

ET

Monsieur, Qualité.....;

Agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés au nom et pour le compte de :

Inscrit au registre de commerce de sous le n° :

Inscrit au rôle de la patente de sous n° :

Identification fiscale sous le n° :

Affilié à la CNSS sous le n° :

Titulaire du compte bancaire n° : Ouvert à la banque Agence

Faisant élection de domicile à :

Désigné ci-après par « le Prestataire » ou « Titulaire »

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV

SOMMAIRE

ARTICLE 1:	OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	4
ARTICLE 2:	LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	4
ARTICLE 3:	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	4
ARTICLE 4:	REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX	4
ARTICLE 5:	REVISION DES PRIX.....	5
ARTICLE 6:	ASSURANCE CONTRE LES RISQUES	5
ARTICLE 7:	VALIDITE DU MARCHE RECONDUCTIBLE, DELAI D'EXECUTION, PENALITES	5
ARTICLE 8:	SOUS TRAITANCE	6
ARTICLE 9:	RESPONSABILITE DU TITULAIRE	6
ARTICLE 10:	CONTROLE ET CONDITIONS DE RECEPTION DES PRESTATIONS	7
ARTICLE 11:	OBJETS TROUVES.....	7
ARTICLE 12:	MESURES DE SECURITE	7
ARTICLE 13:	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	8
ARTICLE 14:	OBLIGATIONS DU CONSEIL.....	8
ARTICLE 15:	NANTISSEMENT	8
ARTICLE 16:	CAUTIONNEMENT PROVISoire ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF.....	9
ARTICLE 17:	RETENUE DE GARANTIE.....	9
ARTICLE 18:	CONDITIONS DE RESILIATION DU MARCHE RECONDUCTIBLE	9
ARTICLE 19:	MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHE	9
ARTICLE 20:	REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES.....	10
ARTICLE 21:	CONFIDENTIALITE DES RENSEIGNEMENTS	10
ARTICLE 22:	ELECTION DE DOMICILE	10
ARTICLE 23:	CONNAISSANCE DES LIEUX.....	10
ARTICLE 24:	AJOURNEMENT DES PRESTATIONS	10
ARTICLE 25:	FONCTIONNEMENT	10
ARTICLE 26:	DROITS DE TIMBRES ET D'ENREGISTREMENT	10
ARTICLE 27:	CONDITIONS D'EXECUTIONS DES TRAVAUX	11
ARTICLE 28:	CONSISTANCE DES TRAVAUX	13
ARTICLE 29:	CONTROLE DES TRAVAUX	17
ARTICLE 30:	BORDEREAU DES PRIX - DETAIL ESTIMATIF	18

CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1: OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent appel d'offres a pour objet la conclusion d'un marché reconductible relatif à la réalisation des travaux d'entretien des espaces verts intérieurs et extérieurs du siège du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique et de l'annexe.

La description et les caractéristiques techniques de ces prestations figurent au chapitre 2.

ARTICLE 2: LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les travaux d'entretien des espaces verts intérieurs et extérieurs du siège du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique et de l'annexe seront réalisés dans le siège du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique, sis à angle Avenue Allal El Fassi et Avenue Al Melia, Hay Ryad, Rabat.

ARTICLE 3: PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

- L'acte d'engagement ;
- Le cahier des prescriptions spéciales ;
- Le bordereau des prix détail estimatif ;
- Le CCAG-T applicable aux marchés des travaux exécutés pour le compte de l'Etat

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

ARTICLE 4: REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX

Le titulaire du marché est soumis aux dispositions des textes suivants :

- La loi N°105.12 portant organisation du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique, promulguée par le Dahir N° 1-14-100 du 16 Rajab 1435 (16 mai 2014) ;
- Le règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique.
- Le règlement intérieur du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique
- Le règlement portant organisation financière et comptable du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique
- Le décret N° 2-12-349 du 08 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.
- Le dahir du 19 février 2015 portant promulgation de la loi N° 112-13 relatif au nantissement des marchés publics ;
- Le dahir N° 1-03-194 du 14 Rajeb 1424(11 septembre 2003) portant promulgation de la loi N° 65-99 relative au code du travail ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux (CCAG-T), approuvé par le Décret n° 2-14-394 du 6 Chaabane 1437 (13 Mai 2016) ;
- Le décret royal N° 330-66 du 10 moharrem 1387 (21 avril 1967) portant règlement général de comptabilité publique tel qu'il a été modifié et complété ;
- Le décret N°2-16-344 du 22-07-2016 fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques ;
- L'arrêté du chef du gouvernement N°3-302-15 u 15 Safar 1437 (27juin 2015) fixant les règles et les conditions de révision des prix des marchés publics ;

- La circulaire n° 72/CAB du 26 novembre 1992 d'application du Dahir n°1-56-211 du 11 décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires des marchés publics,
- Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi, les salaires de la main d'œuvre particulièrement le décret royal n° 2.73.685 du 12 Kaada 1393 (08 Décembre 1973) portant revalorisation du salaire minimum dans l'industrie, le commerce, les professions libérales et l'agriculture.
- Tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés de l'Etat rendus applicables à la date de signature du marché.

Le prestataire devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas et ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

ARTICLE 5: REVISION DES PRIX

Les prix du présent marché reconductible sont fermes et non révisables.

ARTICLE 6: ASSURANCE CONTRE LES RISQUES

Conformément à l'article 25 du CCAG-T, avant tout commencement des travaux, le prestataire doit adresser au maître d'ouvrage, les copies des attestations des polices d'assurances qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché reconductible, et précisant leur date de validité

ARTICLE 7: VALIDITE DU MARCHE RECONDUCTIBLE, DELAI D'EXECUTION, PENALITES

7.1 Validité du Marché :

Le présent marché reconductible ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après son approbation par l'autorité compétente.

L'approbation du marché reconductible doit intervenir avant tout commencement de réalisation. Cette approbation sera notifiée dans un délai maximum de soixante-quinze (75) jours à compter de la date d'ouverture des plis.

Toutefois, le maître d'ouvrage peut, dans un délai de dix (10) jours avant l'expiration du délai visé au deuxième paragraphe ci-dessus, proposer à l'attributaire, par lettre recommandée, de maintenir son offre pour une période supplémentaire déterminée. L'attributaire dispose d'un délai de dix (10) jours à compter de la date de réception de la lettre du maître d'ouvrage pour faire connaître sa réponse. En cas de refus de l'attributaire, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire le cas échéant.

7.2 Délai d'exécution :

Le présent marché est conclu pour une durée de (01) An, et prendra effet à partir de la date de notification de l'ordre de service de commencement des travaux. Il sera renouvelable par tacite reconduction d'année en année dans la limite de trois (03) ans, sauf dénonciation de la part d'une des deux parties, par lettre recommandée, avec accusé de réception, dans un délai d'au moins un mois avant l'expiration de la période en cours.

La première année commencera à courir le lendemain de la réception de l'ordre de service invitant le titulaire à commencer la prestation et se terminera le 31 décembre de l'exercice courant. Les deux autres années suivantes commenceront le 1^{er} Janvier de chaque année.

Nonobstant la reconduction du marché par période annuelle, le maître d'ouvrage pourra mettre fin au marché, après préavis écrit d'(1) mois, notifié par lettre recommandée au titulaire.

Dans le cas où le titulaire désire mettre fin au marché, il est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage par lettre recommandée trois (3) mois avant l'échéance.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité si, à la fin de chaque exercice budgétaire, le marché est soldé en diminution à la hauteur des prestations réalisées.

7.3 Pénalité :

Au cas de non-respect des clauses relatives, notamment, aux délais d'exécution des prestations tels qu'ils sont arrêtés en commun accord par les deux parties ou aux conditions de leur exécution conformément aux clauses techniques du présent marché, ou au cas de manquement par le titulaire à l'une de ses clauses, il lui sera appliqué des pénalités, selon les cas, calculées comme suit :

- **Pénalité pour absence du personnel du titulaire** : En cas d'absence d'un agent, non remplacé, dûment constatée par le Conseil, la pénalité à déduire du montant dû au titulaire sera égale à 200 Dhs (Deux cent dirhams) par jour d'absence et par personne constatée absente.
- **Pénalité pour anomalie liée aux moyens humains** : En cas d'anomalies liées aux Moyens Humains (effectif, horaire, tenue du travail, mesures de sécurité, discipline, acheminement) une pénalité de 100 Dhs (Cent Dirhams) sera appliquée sur chaque anomalie par personne et par jour.
- **Pénalité pour insuffisance de matériel** : En cas d'absence, ou d'insuffisance de matériel mis en œuvre, dûment constatée, une pénalité de 200 Dhs (Deux cent dirhams) par équipement et par jour sera appliquée.
- **Pénalité pour retard d'exécution d'une opération** : Une pénalité forfaitaire de 300 Dhs (Trois Cent dirhams) par jour et pour chaque retard constaté dans l'exécution d'une opération sera appliquée.
- **Pénalités pour dégradation et salissure causées aux installations du Conseil, abandons de matériel et accessoires en dehors du local réservé à cet effet** : Une pénalité forfaitaire de 500 Dhs (Cinq Cent Dirhams) par constat sur le montant mensuel.

Tous les constats devront faire l'objet des procès-verbaux établis et signés par le ou les responsables de suivi désignés par le maître d'ouvrage et le représentant du titulaire.

Au cas où le représentant du titulaire est absent ou refuse de signer le ou les procès-verbaux, la commission indiquera la mention «Absent» ou «refus de signature» et les P.V en question seront considérés validés.

Toutes les pénalités appliquées seront prélevées sur les factures des périodes correspondantes.

Les pénalités ne pourront dépasser un plafond de (8%) du montant initial du marché, augmenté le cas échéant du montant des avenants intervenus. Le montant des pénalités sera le cas échéant, déduit d'office des décomptes des sommes dues au titulaire du marché.

ARTICLE 8: SOUS TRAITANCE

La prestation objet du présent marché constitue le corps d'état principal du marché et ne peut faire l'objet de sous-traitance.

ARTICLE 9: RESPONSABILITE DU TITULAIRE

Outre les prescriptions du C.C.A.G-T, le titulaire répond des faits et fautes de ses agents ayant entraîné un préjudice quelconque au maître d'ouvrage ou aux partenaires de celui-ci.

ARTICLE 10: CONTROLE ET CONDITIONS DE RECEPTION DES PRESTATIONS

10.1 Contrôle des prestations :

Nonobstant le contrôle normal des prestations par le Conseil, le titulaire doit fournir aux représentants du Conseil, s'ils le demandent tous les renseignements et explications utiles lors de l'exécution des prestations.

En outre, il doit informer le maître d'ouvrage de tout incident ou problème intervenus durant l'accomplissement de sa tâche ainsi que des mesures prises pour y remédier.

Le maître d'ouvrage supervise le déroulement des travaux et se réserve le droit de contrôler :

- La présence du personnel du titulaire dans leur lieu de travail. En cas d'absence constaté, un procès-verbal sera rédigé par le ou les responsables du contrôle et le montant de la pénalité sera appliqué au titulaire.
- La conformité lors de l'exécution des travaux, objet du présent marché, du personnel du titulaire aux dispositions et prescriptions spéciales y compris le matériel et instruments de travail utilisés.
- La conformité des travaux par rapport aux prescriptions techniques du présent marché.

10.2 Réception des prestations :

Si les travaux objet du présent marché ont été exécutés conformément au descriptif du présent CPS, le Maître d'ouvrage procédera à la :

1- Réception provisoire partielle :

A la fin de chaque trimestre, un procès-verbal de réception provisoire partielle sera dressé et signé par une commission de suivi désignée par le maître d'ouvrage.

2- Réception définitive :

A l'expiration de la durée totale du marché reconductible, et après la dernière réception provisoire partielle des travaux, le maître d'ouvrage procédera à la réception définitive des travaux, en signant, conjointement avec le titulaire du présent marché un procès-verbal de réception définitive.

ARTICLE 11: OBJETS TROUVES

Les objets trouvés dans les locaux par le personnel du titulaire doivent être remis directement et contre décharge au responsable du conseil.

Le personnel appartenant au titulaire sera soumis si besoin et selon ordre du représentant du Conseil à leur sortie à la fouille et au contrôle par une personne qui sera désignée par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 12: MESURES DE SECURITE

Le titulaire doit prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la maintenance des espaces verts intérieurs et extérieurs du Conseil et de l'annexe, Il doit notamment :

- S'interdire de loger son personnel dans le Conseil ;
- Remettre à tout le personnel l'habillement et le matériel, outils et instruments de travail ;
- Procéder aux opérations d'inspection et du suivi de son personnel ;
- Préserver les biens du Conseil.

Lors de sa circulation dans l'enceinte du Conseil ou au cours de l'exécution de son travail, le personnel du titulaire doit se conformer aux règles adoptées par le Conseil.

Seront, d'autre part, à la charge du titulaire, les conséquences pécuniaires des accidents, dont les tiers pourraient être victimes, si ces accidents sont dus au fait du titulaire, de son personnel, de son matériel.

ARTICLE 13: OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire du présent marché s'engage à :

- disposer de toutes les autorisations administratives et réglementaires pour l'exercice de l'activité objet du présent marché ;
- respecter la législation du travail ;
- veiller à ce que les salaires soient en conformité avec la réglementation du travail en vigueur. A cet effet le titulaire s'engage à :
 - servir, au plus tard le premier de chaque mois, un salaire par agent et par mois égal au moins au SMIG.
 - remettre au Conseil une copie des bulletins de paie du personnel affecté dans le cadre du présent marché ;
 - inscrire l'ensemble du personnel affecté dans le cadre du présent marché auprès de la C.N.S.S. Le titulaire doit remettre au Conseil une copie du bordereau de déclaration de son personnel auprès de ladite caisse ;
- Remettre avant le commencement des travaux, et au début de chaque année les polices d'assurance annuelles relatives à la responsabilité civile et l'accident de travail ;
- Prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer les prestations objet du présent marché quelles que soient les conditions.

ARTICLE 14: OBLIGATIONS DU CONSEIL

Le conseil s'engage à :

- Mettre à la disposition du titulaire toutes les informations nécessaires au bon déroulement de la mission objet du présent marché ;
- Mettre à la disposition du titulaire un local vestiaire et de stockage (selon la disponibilité) et faciliter l'accès dans les lieux et locaux où il doit exécuter les travaux qui devront s'effectuer sans entrave au fonctionnement normal des activités du Conseil ;
- Désigner un responsable du Conseil chargé du suivi de l'exécution du marché ;
- Désigner les membres de la commission de suivi chargée de la réception partielle et définitive.

ARTICLE 15: NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir N° 1-15-05 du 29 rabii II (19 Février 2015), étant précisé que :

- 1-** La liquidation des sommes dues par le Maître d'Ouvrage en exécution du marché sera opérée par les soins **du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique ou par toute personne mandatée par ce dernier à cet effet ;**
- 2-** Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi n°112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous sa responsabilité ;
- 3-** Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n° 112-13 ;
- 4-** Les paiements prévus au marché seront effectués par **l'Agent comptable auprès du Conseil** seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers attributaires du présent marché ;

- 5- Le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.

ARTICLE 16: CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF

Le cautionnement provisoire est fixé à **4.500,00 (quatre mille cinq cent Dirhams)**. Ce cautionnement provisoire peut être saisi dans les cas prévus par le CCAG-T.

Le cautionnement définitif est fixé à 3% du montant initial du marché-reconductible arrondi au dirham supérieur et il doit être constitué dans les vingt (20) jours qui suivent la notification de l'approbation du marché.

Le cautionnement définitif reste affecté à la garantie des engagements contractuels du prestataire jusqu'à la réception définitive du marché.

ARTICLE 17: RETENUE DE GARANTIE

Par dérogation de l'article 16 du CCAGT, il n'est pas prévu de retenue de garantie.

ARTICLE 18: CONDITIONS DE RESILIATION DU MARCHE RECONDUCTIBLE

Le présent marché pourra être résilié suivant les cas prévus par l'article 69 du CCAG-T ainsi que l'article 159 du décret n° 2.12.349 du 08 Joumada I, 1434 (20 mars 2013).

ARTICLE 19: MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHE

19.1 Pièces à fournir pour le paiement

Le contractant est tenu de fournir à l'occasion de chaque facture, notamment, les pièces suivantes :

- Bordereau mensuel de déclaration des salaires (BDS) portant le nombre de jours et d'heures réellement travaillés par les agents ;
- Bordereaux de paiement de cotisation (BPC) ;
- Bulletins mensuels de paie de la période objet de facturation achevée, dûment signés par les agents ;
- L'attestation d'assurance des agents à présenter uniquement à l'occasion du premier paiement et à chaque renouvellement notamment les polices d'assurances relatives à la responsabilité civile et à l'accident de travail mentionnant le nombre des assurés.

19.2 Mode de paiement

- Le Conseil se libérera des sommes dues trimestriellement sur la base de décomptes au moyen d'un virement au compte courant, postal ou bancaire ouvert au nom du titulaire du marché mentionné dans son acte d'engagement ;
- Les factures doivent être établies en toutes lettres certifiées exactes et signées par le titulaire qui doit en outre rappeler la nature et l'intitulé exacts des prestations et de son compte bancaire ;
- Les factures seront réglées trimestriellement. Leur liquidation sera effectuée sur la base des prestations réellement effectuées au dernier jour de chaque trimestre ;
- La redevance due pour une fraction d'un mois est décomptée au prorata temporis sur une base mensuelle de trente (30) jours ;
- Le paiement de ces factures tient compte du montant éventuel des pénalités appliquées conformément à l'article 7 du marché.

ARTICLE 20: REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Si, en cours de l'exécution du marché, des désaccords surgissent avec le titulaire, les parties s'engagent à régler ceux-ci dans le cadre des stipulations des articles 83 et 84 du CCAG-T. Les litiges éventuels entre le CSEFRS et le titulaire sont soumis aux tribunaux compétents de Rabat. La législation qui régit le marché et conformément à laquelle celui-ci doit être interprété est la législation marocaine.

ARTICLE 21: CONFIDENTIALITE DES RENSEIGNEMENTS

Le titulaire sauf consentement préalable donné par écrit du maître d'ouvrage, ne communiquera le marché reconductible, ni aucune de ses clauses, ni aucune des spécifications ou informations fournies par le maître d'ouvrage ou en son nom et au sujet du marché reconductible, à aucune personne autre qu'une personne employée par le titulaire à l'exécution du marché reconductible. Les informations transmises à une telle personne le seront confidentiellement et seront limitées à ce qui est nécessaire à la dite exécution.

ARTICLE 22: ELECTION DE DOMICILE

Le titulaire du marché est tenu d'élire le domicile qu'il doit indiquer dans l'acte d'engagement ou le faire connaître au Conseil dans le délai de 15 jours à partir de la notification de l'approbation du marché ou de l'ordre de service prescrivant le commencement des prestations.

Faute par lui d'avoir satisfait à cette obligation ; toutes les notifications qui se rapportent au marché lui seront faites à l'adresse indiquée dans le cahier des prescriptions spéciales.

En cas de changement de domicile, l'attributaire est tenu d'en aviser le Conseil par lettre recommandée avec accusé de réception dans les quinze jours suivant la date de changement.

ARTICLE 23: CONNAISSANCE DES LIEUX

Le titulaire reconnaît avoir visité tous les lieux objet d'entretien des espaces verts indiqués par le marché reconductible, et a reçu toutes les explications et informations qui lui ont permis l'établissement de ses prix. Il ne peut ultérieurement en aucun cas se prévaloir du manque d'information pour l'exécution de son entreprise dans les meilleures conditions.

ARTICLE 24: AJOURNEMENT DES PRESTATIONS

Dans le cas d'ajournement des prestations, il sera appliqué les dispositions de l'article 48 du C.C.A.G.T.

ARTICLE 25: FONCTIONNEMENT

Le titulaire ne pourra pas se prévaloir, ni pour éluder les obligations du marché, ni pour élever une réclamation des sujétions occasionnées par l'interruption ou le report de toutes prestations décidées par le présent marché.

Le Conseil se réserve le droit de procéder à une révision des conditions d'exécution du présent marché, à des augmentations ou diminutions des prestations, sans que le titulaire puisse élever une réclamation.

ARTICLE 26: DROITS DE TIMBRES ET D'ENREGISTREMENT

Le titulaire doit acquitter les droits auxquels peuvent donner lieu le timbre et l'enregistrement du marché reconductible, tels que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.

CHAPITRE II : CLAUSES TECHNIQUES

ARTICLE 27: CONDITIONS D'EXECUTIONS DES TRAVAUX

26.1 Effectif à affecter :

Le titulaire affectera, pour l'exécution des travaux objet du présent marché reconductible, sur le site du Conseil :

- **Quatre (4) jardiniers permanents** ayant une expérience minimale de trois ans dans le domaine et faisant preuve de qualification leur permettant une meilleure exécution des prestations objet du présent marché.
- **1 superviseur** ayant une expérience minimale de cinq ans dans le domaine et faisant preuve de qualification lui permettant d'assurer le suivi et la qualité d'exécution des prestations objet du présent marché. Il se chargera, régulièrement, de la supervision, du contrôle et du suivi des travaux. Le superviseur sera l'interlocuteur unique du conseil qui sera chargé de recueillir toutes les demandes et réclamations du maitre d'ouvrage.

26.2 Conditions relatives au personnel du titulaire affecté au Conseil :

Les membres du personnel du titulaire affectés au Conseil doivent répondre aux exigences professionnelles leur permettant d'exercer convenablement leur fonction.

26.3 Dispositions communes à tout le personnel :

Le titulaire du marché doit fournir au Conseil, dans un délai d'une semaine avant la date d'effet du marché, la liste nominative de son personnel qui sera affecté au Conseil, et la tenir constamment à jour, à la disposition du maitre d'ouvrage.

Avant toute affectation ou remplacement, le titulaire doit soumettre au maitre d'ouvrage un dossier pour chaque membre de son personnel composé des pièces suivantes :

- Une photo d'identité récente ;
- Une copie de la CIN légalisée ;
- Un extrait du casier judiciaire ou une fiche anthropométrique ;
- Une ou des attestations justifiant l'expérience du personnel affecté ;
- Une copie d'attestation d'inscription à la CNSS et toute autre pièce demandée conformément à la législation de travail.

Le titulaire est réputé avoir vérifié l'exactitude des références, qualifications et aptitudes de son personnel.

Une fois la liste du personnel proposé par le titulaire pour assurer les travaux est arrêtée par le maitre d'ouvrage, le titulaire ne peut apporter des remplacements sans autorisation préalable et validation par le Conseil.

26.4 Horaires du travail :

Les travaux concernés par le présent marché devront être assurés par :

- **Quatre (4) jardiniers permanents durant huit (8) heures par jour, du lundi au samedi (08h/24h et 6j/7j), de 8h00 à 16h00.**
Pour la période allant du premier Juin au 30 septembre de chaque année, le titulaire devra organiser le planning de travail des jardiniers afin d'assurer **l'arrosage du soir de 18h00 à minuit.**
- **1 superviseur chargé du contrôle et du suivi régulier des travaux.** Il doit être joignable durant les horaires de travail administratif et par le biais d'au moins deux moyens disponibles (Téléphone, fax, internet ...) et ce afin de permettre au Conseil de transmettre ses demandes et requêtes.

Néanmoins, le maître d'ouvrage se garde le droit d'apporter à ces horaires toute modification qu'il jugera nécessaire, notamment pendant le mois de ramadan, les jours particuliers, etc., sans que le contractant puisse ni refuser ni demander de plus-value et ce, en respectant la masse horaire globale.

26.5 Planning d'exécution :

Le titulaire établira impérativement, un planning annuel d'exécution des travaux validé par la commission du suivi des prestations.

Ce planning est à remettre à la Direction du Pôle Ressources dans les 15 jours qui suivent la notification du présent marché. Il sera actualisé chaque fois que des changements seront opérés.

26.6 Tenue du travail, discipline et mesure de sécurité :

Le personnel d'exécution devra être muni d'un insigne et portera une tenue vestimentaire uniforme dans un état de propreté permanent.

Ainsi le titulaire s'engage à fournir à son personnel des combinaisons ou tous autres vêtements de protection portants le logo du titulaire avec des chaussures spécialisées à ce type de travaux. La tenue de travail doit être régulièrement portée par les jardiniers affectés au Conseil. Les échantillons des tenues pourront faire l'objet de validation par le maître d'ouvrage.

Il est interdit au personnel du titulaire :

- D'utiliser le téléphone sans autorisation du représentant du Conseil et sauf urgence (Pompier) ;
- De prendre des repas ou casse-croute à l'intérieur des locaux non destinés à cet effet ;
- De provoquer des désordres, d'une façon quelconque, sur les lieux du travail et leurs dépendances ;
- De se faire aider, dans l'exécution de son travail, par une personne étrangère au personnel du titulaire ;
- D'introduire dans les locaux, des personnes autres que le personnel assurant les travaux ;
- De ne pas respecter les consignes de sécurité.

Le personnel du titulaire est tenue de respecter l'ensemble des dispositions de sécurité prescrites par les réglementations en vigueur et les recommandations du maître d'ouvrage, tant sur le plan d'utilisation des outils et matériels que sur les modes d'exécution.

Dans le cas où ces mesures de sécurité ne seraient pas prises en compte par le personnel du titulaire, celui-ci sera expulsé sans délai et sans recours possible de la part du titulaire.

26.7 Acheminement et stockage du matériel et des produits :

Le stockage du matériel et des produits devra être effectué dans le local mis à la disposition du titulaire par le Conseil.

26.8 Confidentialité :

Le titulaire et son personnel qui, à l'occasion de l'exécution du présent marché, ont reçu communication à titre confidentiel de renseignements, codes d'accès, documents ou objets quelconques, s'engagent à ne pas les diffuser.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation du Conseil, être communiqués à d'autres personnes que celle qui ont qualité pour les connaître. Il en est pareillement de tout renseignement de même nature parvenu à la connaissance du titulaire et de son personnel, à l'occasion de la fourniture ou de l'exécution des travaux.

En cas de violation des obligations mentionnées ci-dessus, le marché peut être résilié au tort du titulaire.

26.9 Matériel à utiliser :

Le titulaire doit mettre à la disposition du conseil le matériel et l'outillage adéquat pour l'exécution des prestations. A titre d'exemple, ci-après la liste du matériel qui n'est pas exhaustive et est donné à titre indicatif. Elle peut être ajustée en fonction des opérations à entreprendre au niveau du conseil :

- | | |
|----------------------------------|---------------------------------------|
| - Tondeuse à gazon autotractée ; | - Débroussailleuse ; |
| - Souffleur ; | - Tuyau d'arrosage de 100 m minimum ; |
| - Sécateur professionnel ; | - Asperseurs ; |
| - Balais à gazon ; | - Binettes ; |
| - Cisailles ; | - Serfouettes ; |
| - Cisailles à gazon ; | - Houes ; |
| - Scie | - Tronçonneuse ; |
| - Pioches ; | - Echelles ; |
| - Pelles ; | - Pulvérisateur à moteur ; |
| - Râteaux ; | - Sacs à poubelles ; |
| - Brouettes ; | - etc ; |
| - Gants de protections ; | |
| - Poubelles de 100 litres | |

Le Conseil se réserve le droit de vérifier de façon inopinée le matériel utilisé.

Ce matériel devra être fourni par le titulaire et à ses frais.

26.10 Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- Intervenir dans les plus brefs délais à toute demande du Conseil ;
- Signaler immédiatement au responsable chargé du suivi de l'entretien de la non possibilité de l'entretien des bacs à l'intérieur des bureaux en raison de la fermeture desdits bureaux ;
- Faire intervenir le personnel qu'il aura proposé dans son dossier additif.

ARTICLE 28: CONSISTANCE DES TRAVAUX

Les travaux d'entretien des espaces verts, jardinières et pots (au nombre de 40 pots répartis au niveau des bâtiments) s'étendent à l'ensemble des espaces intérieurs et extérieurs du Conseil.

Ils consistent, notamment, en :

- L'entretien et le maintien, en parfait état suivant les règles de l'art, des espaces verts, jardinières et pots ;
- La mise à niveau de l'ensemble des espaces verts, jardinières et pots existants ;
- Le remplacement des pots en cas de détérioration ;
- La fourniture des pots et plantes ;
- La plantation de fleurs de saison ;
- La tonte du gazon et l'entretien des arbres, arbustes et massifs,
- La fertilisation et l'arrosage.

27.1 Désignation des travaux :

27.1.1 Mise à niveau des espaces verts, jardinières extérieures et intérieures et pots

Au lendemain de la remise de l'ordre de service de commencement des travaux, le titulaire doit assurer une grande opération de mise à niveau de l'ensemble des espaces verts, jardinières

extérieures et intérieures et pots du conseil. A ce titre, il doit assurer la replante du gazon sur toutes les parcelles dégarnies ou endommagées et renforcer les parcelles gazonnées en bon état. L'accent sera mis également sur la replante des arbres, plantes, arbustes et plantations tout type confondus pour l'embellissement des espaces verts, jardinières et pots intérieurs et extérieurs. L'objectif de cette opération est de remettre l'ensemble des espaces plantés et gazonnés, en parfaite tenue avant le démarrage des prestations d'entretien.

27.1.2 Travaux d'entretien des espaces verts, jardinières extérieures et intérieures et pots

- Effectuer, quotidiennement un entretien préventif permettant d'assurer la bonne croissance de l'ensemble des plantations ;
- Fournir et remplacer dans un délai ne dépassant pas 5 jours :
 - Les plantes mortes sans prétendre à aucune plu value pour cette fourniture ;
 - Tous les arbres et arbustes détériorés sans prétendre à aucune plu value pour cette fourniture ;
- Fournir, sans prétendre à aucune plu value pour cette fourniture :
 - les fleurs de saison et les fleurs vivaces, en quantité suffisante ;
 - les engrais nécessaires à la bonne tenue des espaces plantés, gazonnés et des pots ;
 - les produits nécessaires pour le traitement phytosanitaire ;
 - Tous les produits nécessaires à la bonne croissance des plantes et tout type de traitement pour éradiquer l'apparition de toute attaque parasitaire.
- Procéder, à la fin de chaque mois, au nettoyage des espaces entretenus et au dégagement à la décharge publique des déchets.

27.1.3 Tonte du gazon :

Les gazons doivent être tondus selon les calendriers établis par le Conseil. Le désherbage et les coupes des bordures doivent être effectués régulièrement.

La tonte doit être effectuée avec des tondeuses professionnelles équipées d'un bac de ramassage.

27.1.4 Entretien des arbres, arbustes et massifs :

L'élague, la taille et le nettoyage des arbres, palmiers arbustes et massifs doivent se faire dans les règles de l'art autant que nécessaire ou sur simple demande du maître d'ouvrage, en plus de la taille des haies, les désherbages, le binage et plantation des massifs arbustifs et floraux, ainsi que toutes suggestions.

Ces travaux comprennent aussi le traitement des plaies des arbres élagués, et l'arrachage des arbres morts ainsi que le transport des troncs et branches coupés à la décharge publique.

27.1.5 Fertilisation :

Le titulaire doit respecter le calendrier et les recommandations d'apport d'engrais et de fumier établis par le conseil. L'engrais et le fumier seront à la charge du titulaire.

27.1.6 Evacuation des déchets :

L'évacuation de tous les déchets de jardinage déposés dans le jardin est à la charge du titulaire. Un délai de 48 heures doit être respecté pour l'évacuation. Dépassant ce délai une pénalité de retard sera appliquée, telle qu'exigée l'article 7 ci-dessus.

27.1.7 Entretien quotidien :

Quatre jardiniers doivent être présents en permanence sur site objet du marché pour assurer l'entretien quotidien. Le port de l'uniforme est exigé lors de la réalisation des travaux d'entretien.

27.1.8 Arrosage :

L'arrosage des espaces verts devra être effectué selon les besoins en fonction des conditions climatiques. Les pelouses doivent être arrosées d'une façon régulière, de manière à les doter d'un aspect verdoyant permanent. D'une façon générale les pelouses seront arrosées cinq fois par semaine.

Une parcelle détériorée suite au manque d'arrosage ou au piétinement doit être immédiatement replanté.

Pendant la période de forte chaleur l'arrosage doit être effectué la nuit.

27.1.9 Traitement phytosanitaire :

Le traitement des espaces verts, jardinières et pots intérieurs et extérieurs du Conseil contre les insectes, les champignons et les ravageurs doit être effectué par l'entreprise chaque fois que cela est nécessaire.

Les travaux de traitement phytosanitaire comprennent :

- La fourniture des produits phytosanitaires.
- Les traitements antiparasites seront assurés à chaque apparition de maladies cryptogamiques ou attaques d'insectes phytophages et autres invasions éventuelles d'insectes nuisibles.
- Des traitements préventifs contre pucerons, cochenilles, oïdium et mildiou doivent être envisagés au minimum tous les deux mois depuis mars à octobre.
- Le traitement des plantes d'intérieur avec des produits spécifiques.

Ces différents traitements seront complétés 4 (quatre) fois par an par un épandage de produits spécifiques contre limaces, escargots et fourmis au niveau des espaces.

27.1.10 Aération du gazon :

Cette opération doit être effectuée par des appareils professionnels pour casser le compactage du sol et aérer le gazon.

27.1.11 Plantation de fleurs de saison :

Cette opération doit être effectuée quatre fois par an (une fois par saison). Elle consiste en l'apport et la plantation des fleurs de saisons pour tout le site du Conseil.

27.1.12 Entretien des Plantes d'intérieur et d'extérieur :

- Entretien et arrosage de l'ensemble des plantes d'intérieurs (même celles au niveau des bureaux) et d'extérieur et plantes en pots ou bacs ;
- Désherbage régulier et coupe des rameaux ou feuilles fanées ;
- Nettoyage des pots et bacs selon le besoin ;
- Fertilisation avec engrais foliaire ;
- Palissage et tuteurage à mettre en place et à ajuster selon le besoin ;
- Remplacement de toutes plantes desséchées ou mortes ;
- Arrosage et brumisation (nettoyage des feuilles des plantes des dépôts de poussière) ;
- Rempotage (Apport de la terre fraîche sous forme de tourbe) ;
- Diagnostic de l'état des plantes et vérifications de la présence ou non de ravageurs et de maladies afin d'assurer les traitements nécessaires ;
- Entretien, peinture en vernis des pots et massifs selon le besoin.

27.2 Etat des lieux :

Après la signature de l'ordre de service de démarrage des travaux, objet du présent marché, un état des lieux de l'existant sera établi par les représentants du Conseil et du titulaire.

27.3 Dépôt de matériel de travail :

Le Conseil mettra à la disposition du titulaire un local pour déposer le matériel.

27.4 Fréquence d'exécution des travaux

27.4.1 Opération journalières comprenant :

- Balayage des feuilles mortes (allées et espaces plantées) ;
- Ramassage des papiers, plastiques, boîtes, cartons, et tous déchets indésirables ;
- Désherbage des parterres engazonnés ;
- Arrosage selon les besoins ;
- Evacuations de déchets.

27.4.2 Opérations hebdomadaires :

- Dessablage et désherbage des trottoirs avoisinant les espaces verts ;
- Binage des massifs arbustifs ;
- Binage des massifs floraux ;
- Désherbage des cuvettes d'arbres et arbustes ;
- Remplacement des arbustes et tout élément mourant.

27.4.3 Opérations semi mensuelles (chaque quinze jour) :

- Tonte du gazon ;
- Débroussaillage de mauvaises herbes ;
- Taille des haies et massifs arbustifs ;
- Décapage des bordures gazonnées ;
- Apport d'engrais avec quantités normalisées.

27.4.4 Opérations mensuelles

- Traitement avec des produits phytosanitaires (Insecticides et fongicides). Pour les plantes d'intérieur, l'utilisation des insecticides biologique est recommandée. Cependant, l'utilisation des insecticides chimiques est strictement interdite à l'intérieur ;
- Rajout de quantités nécessaires en calcium, lors de chaque opération d'arrosage, aux plantes d'intérieur afin de minimiser la salinité éventuelle des eaux d'arrosage ;
- Elimination de mauvaises herbes aux joints des allées ;
- Apport d'engrais pour gazon en quantités nécessaires et répondant aux règles de l'art.

27.4.5 Opérations trimestrielles :

- Plantation des fleurs de la saison en mosaïques (suivant le plan proposé par le titulaire et validé par le Conseil) ;
- Taille des palmiers et des arbres ;
- Réparation des bouches d'arrosage, les vannes seront à la charge de l'entreprise ;
- Apport d'engrais organique et minéral ;
- Traitement phytosanitaire si nécessaire ;
- Remplacement des plantes en situation dégradable ;
- Transplantation des plantes qui ne sont pas supportées par leurs pots y compris la fourniture des pots compatibles et adéquats ;

- Déploiement d'équipe supplémentaire pour les opérations de désherbage manuel, enlèvement des parasites et des mauvais arbres.

27.4.6 Opérations semi-annuelles :

- Apport d'engrais spéciaux pour les plantes en pot selon les besoin ;
- Aération du gazon en utilisant les engins spéciaux et professionnels ;
- Elagage des palmiers.

27.4.7 Opérations annuelles :

- Regarnissage des vides (plantes couvre sol ou gazon) ;
- Apport de fumier pour les surfaces arbustives ;
- Apport de la terre végétale si nécessaire ;
- Abattage et arrachage des pieds morts ;
- Entretien de la plantation des clôtures.

Les opérations et les fréquences définies ci-dessus n'ont pas un caractère limitatif et ne sont données qu'à titre indicatif. Le titulaire doit prendre toutes dispositions permettant d'assurer correctement les prestations objet du présent marché reconductible.

Le titulaire respectera le planning fixé pour la maintenance des espaces verts, jardinières et pots intérieurs et extérieurs du Conseil. Les interventions sont programmées sur tous les espaces à un rythme quotidien, hebdomadaire, mensuel, trimestriel, semestriel et annuel.

ARTICLE 29: CONTROLE DES TRAVAUX

Afin de mesurer la qualité du service rendu, le Conseil contrôlera régulièrement l'état de chaque parcelle entretenue :

- Surface gazonnée
- Surface arbustif
- Surface florale
- Jardinières intérieures et extérieures
- Pots intérieurs et extérieurs
- Surface inerte

En effet, le système de contrôle des travaux d'entretien se fera d'une façon aléatoire sur une base d'un procès-verbal relatant les travaux exécutés, l'évaluation de la qualité d'exécution et en signalant les anomalies constatées éventuellement.

ARTICLE 30: BORDEREAU DES PRIX - DETAIL ESTIMATIF




N° des prix	Désignation des prestations	Unité de mesure	Quantité (1)	Prix unitaire hors taxes	Prix Total annuel hors taxes 3 = 1 x 2
				(2)	
1	Travaux d'entretien des espaces verts, jardinières et pots intérieurs et extérieurs du siège du conseil supérieur de l'éducation, de la formation et de la recherche scientifique	Mois	12		
TOTAL HORS TVA					
TAUX TVA (..... %)					
TOTAL TTC					

ARRETE LE PRESENT BORDEREAU DES PRIX PORTANT DETAIL ESTIMATIF A LA REDEVANCE ANNUELLE
DE DIRHAMS TOUTES TAXES COMPRISES.

DERNIERE PAGE
CAHIER DES PRESCRIPTION SPECIALES
APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DES PRIX
N° 01/CSEFRS/2020

OBJET : LA REALISATION DES TRAVAUX D'ENTRETIEN DES ESPACES VERTS INTERIEURS ET EXTERIEURS DU SIEGE DU CONSEIL SUPERIEUR DE L'EDUCATION, DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'ANNEXE

-LOT UNIQUE-

<p style="text-align: center;"><u>PRESENTE PAR</u></p>  <p style="text-align: center;">Ahmed RAHMOUNI Chef du Département Administratif et Financier</p>	<p style="text-align: center;"><u>VERIFIE PAR</u></p>  <p style="text-align: center;">KHADDOUJA BEN EL OUN Directrice du Pôle Ressources</p>
<p style="text-align: center;"><u>LU ET ACCEPTE PAR</u></p>	<p style="text-align: center;"><u>VALIDE PAR</u></p>  <p style="text-align: center;">Iman KERKEB Secrétaire Générale Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique</p>